



H A I T I

2030

À L'HORIZON





INTRODUCTION

Haïti, 2014. À la veille de l'échéance fixée pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le pays a progressé mais de grands défis demeurent.

Selon le dernier rapport sur les OMD publié en juin 2014 par le Gouvernement haïtien et le Programme des Nations pour le développement en Haïti, la proportion de personnes vivant dans la pauvreté extrême – avec moins d'1,25 dollar par jour – a diminué. En matière d'éducation, plus de 88 % des enfants fréquentent désormais l'école primaire. La prévalence du VIH/sida a été stabilisée et 60 % des jeunes utilisent le préservatif. La cible mesurant l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans a été atteinte trois ans avant l'échéance. Près de 69% des ménages ont désormais accès à une source d'eau améliorée.

Cependant, comme le précise le rapport sur les OMD en Haïti, six millions de personnes vivent toujours dans la pauvreté modérée, c'est-à-dire avec moins de 2,5 dollars par jour. Le chantier pour garantir une éducation de qualité et développer une offre publique reste énorme. Les 4 % de femmes au Parlement font d'Haïti un des six pays au monde dont l'une des chambres parlementaires est exclusivement masculine. Les efforts pour lutter contre la déforestation et la perte de la biodiversité n'ont pas été suffisants pour enrayer la tendance; au moins 62 % des citoyens vivent dans des taudis.

En définitive, si Haïti a fait de grands pas en avant, de nouvelles ressources financières doivent être mobilisées pour hisser Haïti au rang des pays émergents d'ici à 2030. Avec l'appui de ses partenaires traditionnels et grâce à l'élan insufflé par les pays du Sud, le PNUD continue d'accompagner le Gouvernement haïtien. Dans la lutte contre la pauvreté, dans le combat contre le VIH/Sida et la tuberculose, dans les domaines de la protection de

l'environnement, de la gouvernance et de l'état de droit, de la gestion des risques de désastres, le PNUD Haïti s'aligne sur les priorités de développement du Gouvernement pour construire un avenir meilleur.

L'approche est inclusive et doit générer de l'emploi pour les jeunes et des moyens d'existence pour les exclus. Elle doit intégrer l'égalité des sexes et permettre l'autonomisation des femmes.

Dans un monde en pleine mutation, le PNUD œuvre également en faveur des modes de consommation et production durables, et place désormais la protection et la gestion des ressources naturelles comme une priorité dans l'agenda de développement.

Le 12 janvier 2015, Haïti commémorera le cinquième anniversaire du tremblement de terre. Si personne n'a oublié ce drame, tout le monde s'accorde à le dire : une page se tourne, Haïti sort de l'urgence et se dirige sur la voie d'un développement à long terme. La transition est en marche vers une résilience humaine.

Dans ce contexte, en plus de rapporter le travail du PNUD Haïti sur l'année écoulée, cette brochure revient sur les moments forts depuis 2010 à travers une ligne du temps, et vous offre une perspective pour 2030 via les témoignages de cadres intermédiaires du Gouvernement haïtien, partenaires durables au sein des institutions, qui ont accepté de jouer le jeu.

Haïti, 2030 à l'horizon, c'est maintenant, tournez la page.



CAP SUR L'EMPLOI POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ

Cinq ans après le séisme, l'une des grandes priorités du Gouvernement Haïtien demeure la création d'emplois décents et inclusifs. En effet, selon le dernier rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), 44,9 % des travailleurs haïtiens vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. Afin d'inverser la tendance, le PNUD s'engage quotidiennement aux côtés de l'État Haïtien pour fournir un appui technique et opérationnel dans le domaine de la création d'emploi.

Aussi, 2014 a vu paraître le premier catalogue des produits typiques haïtiens. Fruit d'un processus inclusif et participatif avec le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), ce document identifie les produits phares de chaque département afin de mieux canaliser les investissements futurs. Sur une liste de 359 produits identifiés, un total de 30 produits a été retenu sur base de leur potentiel de création d'emplois, de leur l'impact environnemental et de leur potentiel de production.

Toujours en collaboration avec le MCI, le PNUD a également lancé en fin 2014 le projet de Laboratoire d'Innovation et de Développement Économique (LIDÉ) pour la formation des jeunes entrepreneurs. Les jeunes dont les projets auront été sélectionnés bénéficieront d'une formation professionnelle dans le domaine de la gestion d'entreprise et seront encadrés par une institution de microfinance au cours du montage de leur business.

Par ailleurs, le PNUD appuie le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) dans la mise en place d'une « Base de données de fournisseurs ». Cette bibliothèque interactive fournira à terme des informations en temps réel aux investisseurs en quête d'informations sur les opportunités de business en Haïti ainsi que sur les partenaires potentiels.

2010

240 000 emplois partiels créés suite au séisme impliquant les citoyens dans le processus de relèvement de leurs quartiers

2011

250,000m³ de débris sont évacués de 53 quartiers et recyclés sur le site de décharge de Ca-Ira à Léogâne

Avec le Ministère de l'Agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR), le PNUD a lancé le projet « ProHuerta ». Celui-ci vise à améliorer l'alimentation des populations urbaines et rurales à travers l'autoproduction et la consommation d'aliments de qualité. Plus de 32 000 familles auront l'opportunité d'apprendre à produire localement, dans des jardins mis à leur disposition à travers 78 communes.

Travaillant étroitement avec les communautés de Port-au-Prince dans le domaine de l'aménagement du territoire, le PNUD a contribué en 2014 à la construction de quatre centres communautaires et d'un complexe administratif dans la capitale. Par ailleurs, le PNUD a démarré les travaux de réhabilitation de la place publique Champ-de-mars et finalisé la construction de cinq écoles dans les villes de Léogâne, Gressier et Jacmel.

Le PNUD a de plus facilité la mise en place de l'Unité de gestion de déchets inertes au sein du Ministère des travaux publics transports et communication (MTPTC). Cette unité technique constitue une avancée majeure dans le processus d'institutionnalisation de toute l'expérience accumulée dans le cadre du vaste projet conjoint des Nations Unies dénommé « Débris ».

Enfin, le PNUD appuie techniquement l'État Haïtien dans sa volonté de création d'une politique de protection sociale via notamment le montage du Registre unique de bénéficiaire. Au travers d'une vaste enquête, le PNUD identifie les besoins actuels des ménages haïtiens en vue de créer un filet de protection sociale adapté leur permettant de vivre dans de meilleures conditions.

2014

Un nouveau regard sur Haïti grâce à la publication du **RAPPORT SUR LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT**

30 PRODUITS TYPIQUES locaux identifiés pour encourager l'investissement et la création d'emploi

5 ÉCOLES construites dans les zones les plus touchées par le séisme du 12 janvier 2010

2012

Six des plus grands camps de déplacés sont fermés et 11 000 familles ont pu retourner chez elles


2013

Appui à l'élaboration du plan stratégique du Ministère du Commerce et de l'Industrie

«*Aujourd’hui en 2030, Haïti a su stimuler une croissance soutenue et équilibrée par la valorisation de sa production nationale à travers un renforcement de l’appareil productif et le développement d’un secteur privé national, moderne, inclusif et compétitif, intégré dans les circuits d’échanges et dans les chaînes de valeurs mondiales.*»

**MARIE PASCALE THÉODATE,
CONSULTANTE AU MCI
DEPUIS 3 ANS**





En 2014, 1 % de la population la plus riche regroupe le même niveau de richesse que 45 % de la population la plus pauvre en Haïti. En dépit d'une volonté affichée de lutter contre l'extrême pauvreté, les moyens déployés ne permettent pas encore de porter leurs fruits pour garantir une inclusion socioéconomique systématique des couches les plus vulnérables. L'emploi décent et inclusif reste l'un des grands chantiers de l'État haïtien. Le taux de chômage en Haïti avoisine aujourd'hui 40 % de la population en âge de travailler.



CAP SUR UNE HAÏTI VERTE ET PROTÉGÉE

La coupe effrénée des arbres, l'urbanisation anarchique et le manque de gestion des ressources naturelles augmentent chaque jour la vulnérabilité d'Haïti aux changements climatiques et réduisent la capacité de production de biens et de denrées alimentaires.

Tout de suite après le séisme de 2010, plus de 20.000 Haïtiens et Haïtiennes ont participé aux chantiers de protection de berges mis en œuvre par le PNUD afin de lutter contre l'érosion, les glissements de terrain et protéger les riverains des inondations. De 2010 à 2014, plus de 1,300 mètres linéaires de berges de rivières ont pu être consolidées dans le Sud avec l'appui de la Norvège.

Ces activités rémunérant les personnes sur une courte durée ont progressivement été intégrées dans des programmes mis en œuvre sur le long terme avec les Ministères de l'Environnement et de l'Agriculture. Ces programmes concernent la gestion des bassins versants et des aires protégées et l'adaptation aux changements climatiques.

En matière de biodiversité, le PNUD et le Ministère de l'Environnement continuent de renforcer le système national des aires protégées. Au cours de l'année 2014, 150 agents de surveillance environnementale ont été déployés à Port-au-Prince et dans les aires protégées comme la forêt des Pins ou le Parc La Visite à l'Ouest. Quant au Parc Macaya, au Sud-Ouest, il bénéficie désormais du premier plan de gestion élaboré de manière participative avec l'équipe du parc.

Sous la coordination de la Direction départementale du Sud, le Programme de réduction des vulnérabilités Sud du PNUD, financé par la Norvège, a permis la production de 5,5 millions de plantules plantées sur 5000 hectares de terre en 2014.

Sous l'impulsion de la Norvège, le premier centre d'interprétation de la nature a également vu le jour à Aquin. Ce centre a déjà sensibilisé des centaines d'habitants de la zone à l'importance de conserver la biodiversité de la faune et de la flore haïtienne.

2010

Le PNUD réhabilite plus de 50 systèmes d'adduction d'eau potable dans le Sud-Est améliorant l'accès à l'eau potable pour plus de 100.000 personnes

2011

Mise en place de quatre comités de zone pour la gestion du bassin versant dans le Nord, le Nord-Est, le Centre et l'Artibonite

Dans les départements du Nord, de l'Artibonite, de la Grande Anse et des Nippes, le projet d'adaptation aux changements climatiques, financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Canada, a dispensé des sessions de sensibilisation aux aléas climatiques à plus de 50.000 personnes, et 1000 écolier(e)s ont été sensibilisés à l'écocitoyenneté.

En partenariat avec la société Panos Caraïbes, le PNUD et le projet changement climatique font partie des initiateurs du projet « Artistes pour l'environnement » qui a lancé, le 3 novembre 2014, la chanson « Nous sommes en danger ». Ce titre plaidoyer en faveur de l'environnement, diffusé dans plus de cinquante radios communautaires, a mobilisé huit artistes haïtiens devenus ambassadeurs « d'éveil des consciences » aux changements climatiques.

Sous la coordination de la Direction nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), le projet d'adaptation aux changements climatiques réhabilite également les systèmes en eau dans le Sud et la Sud-Est où de nouveaux kiosques et compteurs ont été installés afin d'améliorer la gestion de l'eau rendue disponible pour les communautés.

En 2014, le PNUD a également renforcé le dialogue entre les Ministères de l'Environnement de part et d'autres de la frontière haïtiano-dominicaine. Ces concertations ont permis de finaliser le plan d'Action Stratégique pour l'aménagement du bassin versant du fleuve Artibonite qui doit, à terme, définir les futurs projets agricoles et énergétiques de cette région afin de prévenir les conflits liés à l'usage de l'eau entre les deux pays.

Enfin, le Programme des Micro-Financements du FEM soutenu par le PNUD a appuyé en 2014 plus de 40 organisations communautaires de base dans le Nord et le Nord-Est, et s'est élargi au Sud, dans le Centre et dans l'Artibonite.

2014

5,5 MILLIONS de plantules mises en terre

50.000 HAÏTIENS ET HAÏTIENNES sensibilisées au changement climatique

150 AGENTS de surveillance environnementale formés

2012

Plus de 1400 hectares de terrains sont reboisés par les brigades communautaires dans le bassin versant binational de la rivière massacre, côté haïtien et côté dominicain


2013

Restauration de 150 Ha d'écosystèmes de mangrove à Aquin + production de 2,5 millions d'arbres forestiers et fruitiers

« Aujourd'hui en 2030, je vois les questions environnementales intégrées dans toutes les politiques du Gouvernement. La couverture forestière est passée de 2.2 % à 10 % du territoire, les émissions de gaz à effet de serre sont contrôlées et dix nouvelles aires protégées ont été délimitées. »

**JOHN DÉCIPÉ, COORDONNATEUR
NATIONAL DU PROJET
CHANGEMENT CLIMATIQUE
AU MDE DEPUIS 1 AN**





Haïti connaît une dégradation alarmante de son environnement qui s'est accélérée au début des années 60 pour devenir critique à partir de 1985. Dans ce contexte, le PNUD accompagne les efforts du Ministère de l'environnement afin de permettre à Haïti de conserver son patrimoine environnemental.



CAP SUR UNE NATION PRÊTE EN CAS DE CATASTROPHE

Située sur la trajectoire des cyclones et installée sur une faille sismique instable, Haïti n'est pas à l'abri de nouvelles catastrophes naturelles. C'est pourquoi, en tant que partenaire clé du Gouvernement haïtien dans la prévention des risques majeurs, le PNUD appuie la Direction de la Protection civile depuis 2006 dans la réalisation d'exercices de simulation en vue de renforcer le Système National de Gestion des risques et des désastres (SNGRD) à travers les dix départements.

Ainsi, ils étaient plus de 250 participants du SNGRD impliqués activement en août 2014 dans l'exercice de simulation annuel aux aléas hydrométéorologiques (SIMEX) coordonnés par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales à travers sa Direction de la protection civile. Au niveau départemental, cet exercice de simulation a impliqué pour la première fois les sections communales.

Par ailleurs, le PNUD a également appuyé le gouvernement pour la mise en place de la Table sectorielle et thématique « risques et désastres ». Ce mécanisme de coordination stratégique doit permettre à Haïti de renforcer ses capacités de préparation et de réponse tout en l'assurant de la bonne utilisation des fonds disponibles dans ce secteur.

Un appui technique a aussi été apporté au gouvernement lors du lancement de la vaste campagne de promotion du programme de plan d'urgence familial, une initiative qui invite chaque famille haïtienne à se préparer aux situations d'urgence qui pourraient survenir. Cette campagne sensibilise notamment les familles à réagir conformément aux consignes de sécurité émises par les autorités techniques et politiques en cas d'urgence.

Au cours de cette année, les actions d'éducation et de sensibilisation sur la gestion des risques ont été systématisées. Avec l'appui du PNUD, plus de 60 sessions des vendredis de la protection civile ont

2010

Lancement de l'unité de gestion des risques et de désastres, conformément aux priorités nationales

2011

Élaboration de l'étude sismique des sols de Port-au-Prince

été organisées avec les écoles ou dans les communautés pour aider les populations ciblées à se préparer à des situations comme des séismes, des tsunamis, ou des incendies. Le PNUD a aussi appuyé la Direction de la protection civile dans la tenue de quatre sessions d'observation urbaine qui ont permis à de nombreux jeunes de réaliser des cartes de risques artisanales.

En partenariat avec l'Institut national de formation professionnelle haïtien, le PNUD a aussi lancé un programme de formation qui permettra à la région du Grand Nord de se doter d'ouvriers qualifiés en construction. Plus de 200 professionnels de la chaîne de construction seront formés aux normes de construction antisismiques.

Trois plans de contingences (Nord, Nord-Est et Nord-Ouest) ont aussi été développés dans le grand Nord dans l'éventualité d'un séisme. Ses plans ont fait l'objet de trois SIMEX départementaux.

En parallèle, le PNUD a appuyé le développement de trois plans stratégiques de réduction des risques de désastres pour les départements pilotes (Grand Anse, Nord, Nord-Est) dans le cadre du mouvement mondial des champions politiques de la résilience aux désastres. Ces instruments identifient des axes d'intervention, des activités et des indicateurs d'évaluation pour les cinq prochaines années.

Le domaine de la gestion des risques de désastres fut enfin marqué en 2014 par le lancement d'un projet pilote de gestion des risques urbains qui doit à terme permettre d'anticiper les risques de catastrophes liés à la surpopulation des principales villes du pays.

2014

TABLE SECTORIELLE ET THÉMATIQUE

« Risques et désastres » mise en place par le Gouvernement haïtien avec l'appui du PNUD

200 PROFESSIONNELS de la construction formés aux normes de construction parasismique dans le Grand Nord

3 PLANS STRATÉGIQUES de réduction des risques de désastres dans la Grand Anse, le Nord et le Nord-Est dans le cadre du mouvement des champions politiques

2012

Lancement du projet de prévention séisme dans le Grand Nord et mise en place du forum des partenaires GRD


2013

Élaboration et validation par le Gouvernement haïtien de la feuille de route sismique

« Aujourd'hui en 2030, Haïti est plus résiliente face aux catastrophes naturelles. Tous les Haïtiens sont devenus des éco-citoyens. Le pays est mieux aménagé et dispose d'un cadre légal adapté qui permet de mieux gérer les risques. »

**JOSÉ FAIDNIA FRANÇOIS ,
ASSISTANTE CHEFFE DE LA SECTION
FORMATION À LA DPC DEPUIS 10 ANS**





En 2014, les femmes et les ménages les plus pauvres sont affectés de manière disproportionnée par les impacts de la déforestation et du changement climatique. Au moins 62 % de des citoyens vivent dans des taudis et ceci aggrave leur vulnérabilité. Dans ce contexte, le PNUD s'engage à continuer à appuyer le gouvernement haïtien en renforçant les structures de la protection civile chaque jour.



CAP SUR UN ÉTAT DE DROIT ET UNE JUSTICE INDÉPENDANTE

Accompagner le Gouvernement haïtien dans ses efforts de gouvernance démocratique pour bâtir un état de droit solide est une des priorités du PNUD en Haïti. Pour y parvenir, l'organisation travaille sur le renforcement des capacités des institutions publiques dans les domaines des élections, de la justice, de la police, de l'administration pénitentiaire, de l'aménagement du territoire et de la réforme administrative.

Malgré l'incertitude politique retardant la tenue des élections sénatoriales et locales et les changements récurrents au niveau du Conseil Electoral, le PNUD, en partenariat avec la Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES), a poursuivi le cycle de formation du Programme BRIDGE (Bâtir des Ressources en Démocratie, Gouvernance et Élections). Au cours de l'année 2014, plus de 40 fonctionnaires électoraux ont eu l'opportunité de renforcer leurs connaissances de l'administration électorale, d'approfondir les thématiques d'équité de genre et d'accès des personnes handicapées aux processus politique et électoral, et de réfléchir sur des solutions durables pour des élections régulières, libres et transparentes.

Cette année fut également marquée par la tenue du forum « La Femme Haïtienne en politique: Stratégies pour gagner » qui a réuni plus de 100 femmes issues de différentes mouvances politiques et de la société civile. Ce forum, organisé par le PNUD, IFES, NDI, ONUFemmes et la Minustah, avec l'appui de Conseil Electoral, a traité des stratégies pour assurer aux femmes une meilleure représentation politique et une plus grande marge de manœuvre dans les prises de décisions.

En 2014, les cadres du Ministère de la justice et de la sécurité publique (MJSP) ont évalué le processus de renforcement de capacités du ministère initié en 2012 avec l'appui du PNUD. Huit inspecteurs judiciaires ont bénéficié d'une formation pour l'utilisation d'un nouveau système de gestion de l'information judiciaire. De plus, avec

2010

Le PNUD, en coordination avec la Minustah, parvient à remettre le Ministère de la Justice et les tribunaux en état de fonctionnement

2011

Le PNUD soutient la transition démocratique et pacifique du pouvoir entre M. René Préal et M. Joseph Martelly

l'appui du PNUD, près de 200 magistrats/greffiers ont bénéficié de formations en matière de violence basées sur le genre, de techniques d'enquête et de greffe dispensées par des magistrats ayant reçu une formation de formateurs au sein de l'Ecole de magistrature.

Parallèlement, le PNUD a poursuivi ses efforts en matière de lutte contre la détention préventive prolongée, notamment au sein du tribunal de première instance de Port-au-Prince avec l'implémentation d'un système de gestion et de suivi des dossiers.

Enfin, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), qui a vu son administration renforcée planifie désormais des mécanismes de contrôle au sein des cours et tribunaux.

En juin 2014, le PNUD et la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) ont paraphé un protocole d'accord pour le renforcement des capacités de la CSC/CA visant à appuyer le développement des mécanismes de contrôle administratif et financier au sein de l'administration publique.

En matière de gestion de l'aide externe, suite à la première réunion internationale du Comité d'efficacité de l'aide externe (forum stratégique sur l'aide au développement), le PNUD a participé à l'élaboration du Programme conjoint d'efficacité de l'aide, véritable feuille de route pour les partenaires du Cadre de l'Aide Externe au Développement qui a vu, en mars 2014, la tenue du premier Comité d'efficacité de l'aide externe au niveau national.

Enfin, le PNUD et ses partenaires ont poursuivi la mise sur pied du projet de réforme administrative piloté par l'Office de Management et des Ressources Humaines (OMRH) en l'appuyant notamment dans la création des arrêtés visant à moderniser l'administration publique et dans la tenue du premier concours de recrutement du personnel administratif.

2014

200 MAGISTRATS/GREFFIERS formés aux techniques d'enquête

Plus de **100 PARTICIPANTES** issues de mouvances politiques variées lors du premier forum « La femme haïtienne en politique. Stratégies pour gagner »

9,4 MILLIARD USD D'ENGAGEMENT, 1560 PROJETS ET 235 ORGANISATIONS inscrits dans le module de gestion de l'aide externe mis en place par le PNUD et visant à rendre l'aide externe plus transparente

2012

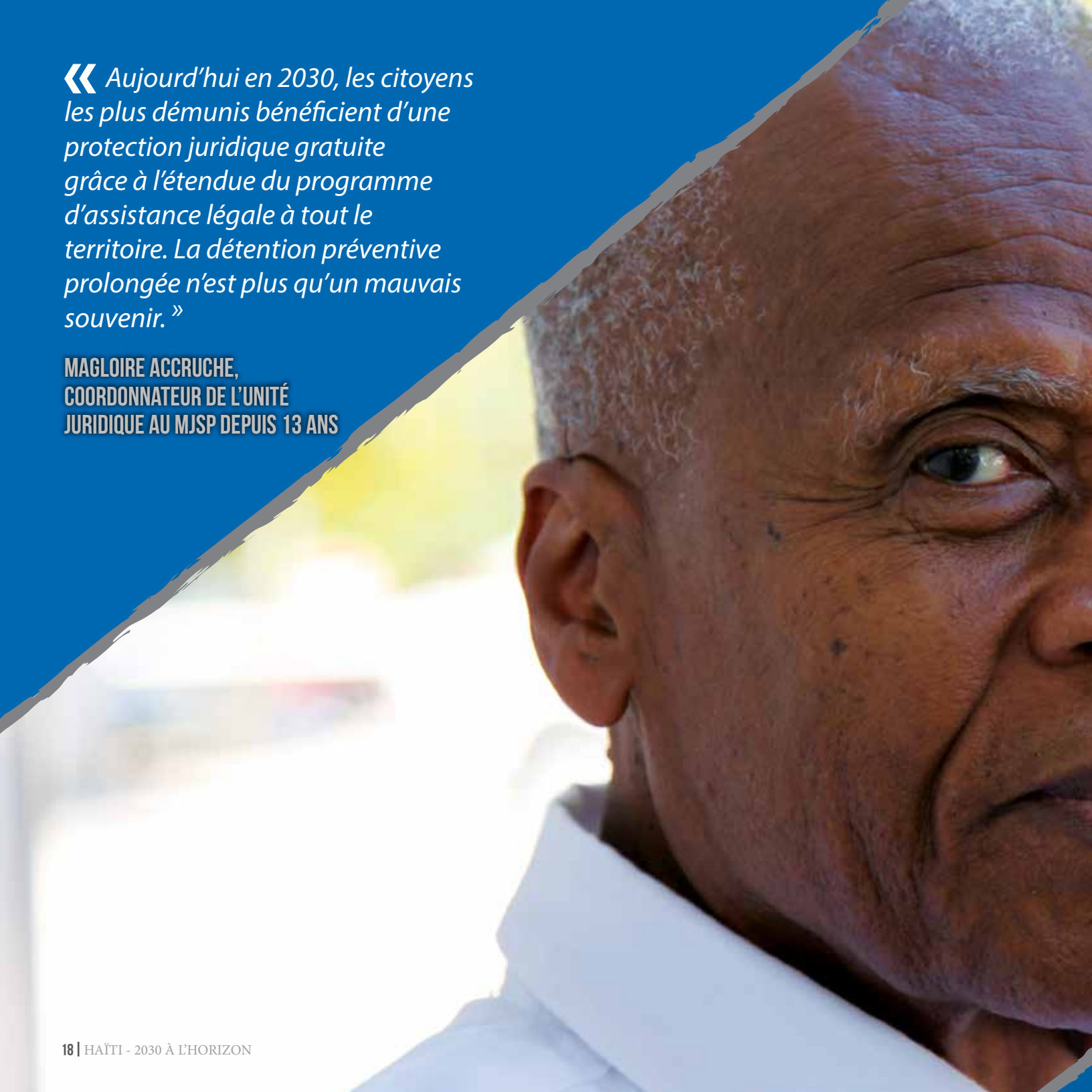
Un nouveau programme cadre de Réforme de l'Etat portant sur la réforme administrative et la décentralisation est approuvé pour la période 2013-2017

2013

Elaboration du Code de transparence sur l'aide et adoption du premier Comité d'efficacité de l'aide au niveau international

« *Aujourd’hui en 2030, les citoyens les plus démunis bénéficient d’une protection juridique gratuite grâce à l’étendue du programme d’assistance légale à tout le territoire. La détention préventive prolongée n’est plus qu’un mauvais souvenir. »*

**MAGLOIRE ACCRUCHE,
COORDONNATEUR DE L’UNITÉ
JURIDIQUE AU MJSP DEPUIS 13 ANS**





En 2014, malgré les efforts du Gouvernement, les prisons haïtiennes sont toujours surpeuplées. Le programme d'assistance légale du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est en pleine évolution. L'objectif est notamment d'offrir une protection juridique gratuite dans les dix départements afin d'éviter que des personnes se retrouvent en prison sans avoir été jugées.



CAP SUR UNE HAÏTI LIBÉRÉE DU SIDA ET DE LA TUBERCULOSE

En 2011, le PNUD a été choisi pour assumer la mission de récipiendaire principal des subventions VIH et tuberculose du Fonds mondial. S'alignant sur les priorités du gouvernement haïtien et sur les besoins de la population dans ce secteur, l'organisation a pu apporter des changements significatifs pour l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant avec le VIH ainsi que pour les tuberculeux.

En 2014, avec le financement du Fonds mondial, le PNUD a accompagné le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) à l'élaboration des plans stratégiques de lutte contre le VIH et la tuberculose. Le guide des normes d'alimentation des personnes atteintes du VIH et de la tuberculose a aussi été produit dans le cadre de ce partenariat.

Pour la première fois de son histoire, Haïti dispose d'une équipe de pharmaco-vigilance. Elle doit veiller à ce que les médicaments qui rentrent dans le pays respectent les normes du protocole de l'OMS et l'Etat haïtien. Dans cette même logique, le PNUD a également doté le pays de deux incinérateurs pour l'élimination des médicaments périmés. Ces outils fonctionnent sous le contrôle du MSPP et l'OMS.

Pour contribuer à augmenter le taux de survie et restaurer la qualité de vie des personnes atteintes du VIH Sida, le PNUD, en collaboration avec les sous-réceptaires et sous le leadership du MSPP, a fourni des traitements à plus de 59 000 personnes de 2011 à 2014. Aujourd'hui, le Fonds Mondial et le PNUD couvrent plus de 47 % des besoins en traitements antirétroviraux du territoire haïtien.

Avec l'appui du PNUD, cinq cadres du MSPP ont pu voyager (Burkina Faso, Genève, Benin, Canada) pour suivre des formations en système d'information et gestion logistique, élimination de la transmission mère-enfant du VIH, gestion de la coinfection TB/VIH et pharmaco-résistance et planification de projet.

2011

- Le PNUD est choisi par le Fonds mondial
- comme récipiendaire principal des subventions VIH et tuberculose

Dans le but de réduire la transmission du VIH, le PNUD a atteint au cours de l'année 2014 la barre de distribution de plus de 28 millions de préservatifs aux personnes en âge de procréer. Ce vaste programme de distribution a aussi été accompagné d'une large campagne pluriannuelle de sensibilisation sur la maladie.

Aussi, le PNUD a mis en place un programme d'enrôlement pour la prévention et l'éducation sur la maladie. Le nombre de personnes sensibilisées est passé de 5.746 en 2011 à 11.720 en 2014. Haïti a réussi à stabiliser la prévalence du VIH/sida à 2,2 % pour l'ensemble de la population.

En droite ligne avec les priorités du MSPP, le PNUD a, dans le cadre du programme VIH, procédé à la construction du centre de santé de Pestel, le centre de santé de l'Artibolière et l'hôpital communautaire de référence de l'Asile. Pour renforcer la lutte contre la tuberculose, l'organisation a rénové le laboratoire de l'hôpital de Notre Dame à Petit-Goâve, celui de St Michel à Jacmel et celui du centre de diagnostic et de traitement de Vaudreuil.

Grâce à une collaboration étroite avec les sous-réceptaires, le PNUD a contribué à traiter 75 % des malades de la tuberculose identifiés en 2014, contre 60 % en 2011. Alors que seulement 230 centres offraient leurs services dans ce domaine (diagnostics et traitements de la tuberculose) en 2012, 2014 a vu naître 34 nouveaux centres.

2014

47 % des besoins en traitements antirétroviraux pris en charge par le PNUD avec le financement du Fonds mondial

93 % DES PATIENTS TB et VIH + reçoivent un traitement pour la coïnfection

11.720 TRAVAILLEUSES de sexe enrôlées dans un programme de prévention et d'éducation sur le VIH

2012

43.180 personnes atteintes du Sida reçoivent une thérapie à base d'antirétroviraux

2013

Rénovation et construction de 20 centres de santé repartis dans tous les départements du pays

« *Aujourd’hui en 2030, nous contrôlons 100 % des patients atteints du VIH Sida et tous nos sites sont capables de dépister à la fois le VIH et la tuberculose. Grâce aux soutiens financiers des bailleurs et du Gouvernement, la lutte contre ces maladies ne fait plus partie d’un programme mais constitue une politique d’action à part entière au sein du Ministère de la Santé Publique et de la Population. »*

**DOCTEUR JOËLLE VAN ONACKER,
RESPONSABLE DU PROGRAMME
NATIONAL DE LUTTE CONTRE
LE VIH/SIDA AU MSPP
DEPUIS 16 ANS**





L'efficacité de la lutte contre le VIH Sida et la tuberculose dépendent toujours en 2014 de l'appui financier des bailleurs de fond et du Gouvernement haïtien qui ont créé des programmes de lutte mais n'ont pas encore convenu d'une politique de santé spécifiquement dédiée.



Carte d'identité d'Haïti

Superficie	27 750 km ²
Population	10 579 230 habitants
Jeunesse	- de 18 ans : 41 %
Division administrative	10 départements 144 communes 570 sections communales
Couverture forestière	Moins de 3 % du territoire
Vulnérabilité par rapport aux aléas naturels	Risques sismiques Inondations Ouragans
PIB par habitant	760 dollars américains
Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB	Secteur Primaire : 23 % Secteur secondaire : 18 % Secteur tertiaire : 59 %
Taux de chômage élargi	28,9 %
Pauvreté extrême	24,7 % des Haïtiens vivent avec moins d'1,25 USD par jour et 58,6 % vivent avec moins de 2,5 USD par jour
Indice de développement humain	0,471 – 168 ^{ème} (sur 187 pays)
Taux d'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans	85,1 %
Taux de séropositivité du VIH/Sida	2,2 %
Taux d'accès à l'eau potable	64,8 %
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	88 ‰

Sources des données : IHSI/CELADE (2008 et 2013), Banque Mondiale (2012), IHSI (2007 et 2001), PNUD HDI (2014), EMMUS V (2012), Rapport 2013 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement du PNUD (2014).



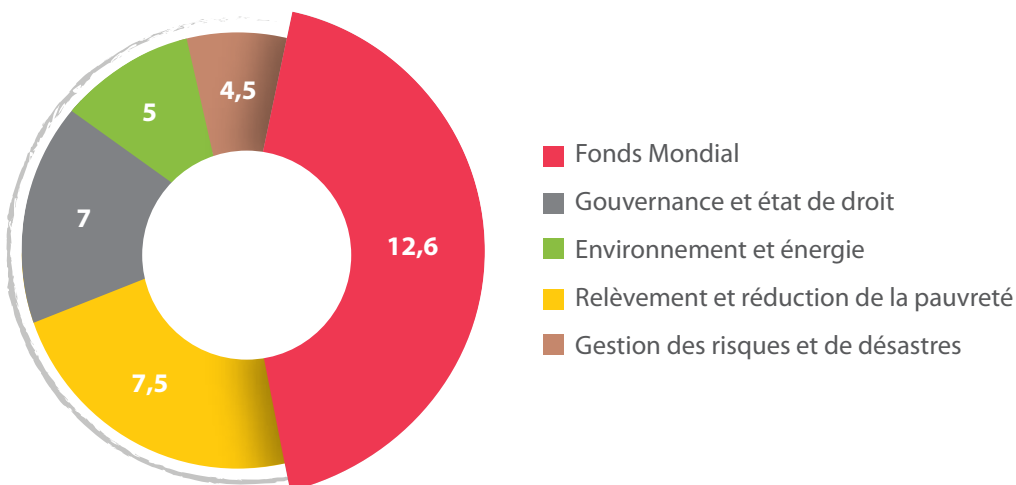


Carte d'identité PNUD Haïti

Nombre de projets : 39

Personnel : 335

Budget total du programme en 2014 : 36,6 millions de dollars américains



Nombre de bulletins de vote « My World » récoltés en Haïti
(enquête mondiale des Nations Unies) : 4 135

Les trois priorités des votants de l'enquête « My World » : une meilleure éducation, un meilleur système de santé, des meilleurs offres d'emploi






Partenaires principaux : GEF, CAJO, Union Européenne, Brésil, Afrique du Sud, Japon, Chili, Etats-Unis, Royaume Uni, Canada, UNASUR, Norvège, FRH, Espagne, Finlande, Koweït, Croix Rouge Chyriote, Fonds Mondial, Banque mondiale, BID, PNUD République Dominicaine, MINUSTAH, OHCHR, UNFPA, UNICEF, UNOPS, ONUSIDA, PAM, PNUE, ONU Femmes, ONU-Habitat, FAO, OIT, OMS-PAHO, OCHA, OEA, Présidence, Primature, BPM-OMRH, BPM-UCLBP, CEP, CNIGS, CNSA, Croix Rouge Haïtienne, DINEPA, Directions départementales (Sud, Nord-Ouest, Nord, Nord-Est), EDH, ESIH, FAES, GHESKIO, IHSI, MARNDR, MCFDF, MCI, MDE, MEF, MICT-DPC, MJSP,MPCE, MSPP, MTPTC, Municipalités (Port-au-Prince, Léogâne, Pétion-Ville), ONI, Secrétariat du CIAT, UEH/ONAVC, Université Quisqueya.

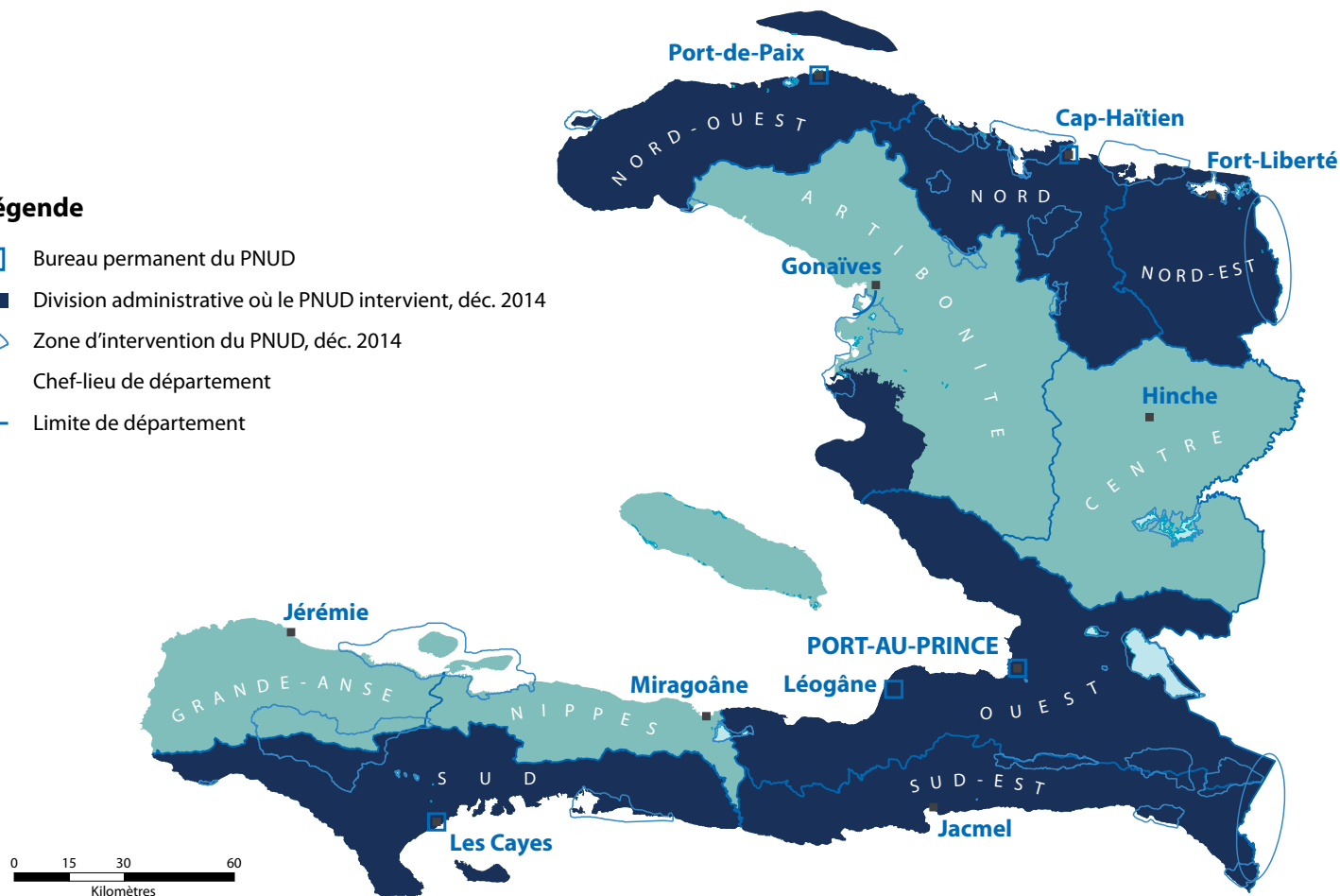
Contribution des bailleurs de fonds principaux en 2014

Canada	4,8 USD millions
Gouv. d'Haïti	4,8 USD millions
Etats-Unis	1,6 USD millions
Royaume Uni	2,6 USD millions
Union Européenne	412,654.75 USD

Présence du PNUD en Haïti 2013/2014

Légende

-  Bureau permanent du PNUD
-  Division administrative où le PNUD intervient, déc. 2014
-  Zone d'intervention du PNUD, déc. 2014
-  Chef-lieu de département
-  Limite de département



© Programme des Nations Unies pour le développement
Décembre 2014
Tous droits réservés
Mise en page - Unité communication, PNUD Haïti
Photos - PNUD Haïti, Minustah, Y. Edouard Sévère
www.ht.undp.org

Rapport Annuel 2014



P N
U D

Programme des Nations Unies
pour le développement

Décembre 2014
Tous droits réservés
www.ht.undp.org

